

L'Atlantique reconnecté ?

Philippe Minard



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/11959>

DOI : 10.4000/ahrf.11959

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2011

Pagination : 161-168

ISBN : 978-2-200-92677-9

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Philippe Minard, « L'Atlantique reconnecté ? », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 363 | janvier-mars 2011, mis en ligne le 01 mars 2014, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11959> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.11959>



L'ATLANTIQUE RECONNECTÉ ?

Philippe MINARD

1. Le présent dossier des *AHRF* sur « L'Amérique du Nord à l'époque de la Révolution française » offre un aperçu de la variété des thèmes et des approches aujourd'hui développés par les historiens des deux côtés de l'Atlantique. De fait, le choix des coordinateurs, Carla Hesse et Timothy Tackett, de donner à lire un large échantillon des recherches récentes ne rend pas aisée la tâche du commentateur. Les différentes contributions ont en effet un statut variable, entre exercice de synthèse et article de recherche, et les analyses ne se situent pas toutes à la même échelle.

Les six articles ici réunis recouvrent trois thèmes majeurs : la place des dominés (Indiens, esclaves) dans l'histoire coloniale et états-unienne ; les circulations atlantiques (échanges commerciaux, circulations des hommes et des idées) ; enfin les combats politiques internes à la jeune république. Au plan méthodologique, chacun de ces objets pose des problèmes différents.

2. Acteurs longtemps négligés de cette histoire, les Indiens et les esclaves sont maintenant largement pris en charge par l'historiographie, soucieuse de redonner aux dominés leur part d'*agency*, ou de capacité d'action autonome. Les révoltes des esclaves et tribus indiennes, d'abord enrôlés au service de causes qui les dépassaient, étant celles de leurs maîtres ou « alliés », indiquent que leur instrumentalisation atteint ses limites.

Spécialiste de l'histoire des *Native Americans* dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, Colin Calloway montre comment les Indiens sont les grands perdants de la révolution américaine. L'article ici traduit offre au lecteur français une synthèse très claire des conclusions des trois ouvrages que l'auteur a consacrés aux territoires indiens. Successivement, les deux

puissances coloniales en présence puis les *insurgents* ont instrumentalisés les différentes nations indiennes dans leurs propres combats. Mais l'enjeu central et déterminant pour l'avenir, c'est bien sûr l'accès à la terre. L'appétit foncier et le mouvement de conquête vers l'Ouest ont vite eu raison de la proclamation du 7 octobre 1763 délimitant un Territoire indien à l'ouest des Appalaches : on sait que le gouvernement anglais visait plus à encadrer qu'à arrêter la colonisation foncière, mais que cette mesure n'en souleva pas moins la colère des colons, qui poursuivirent les occupations de terres. En 1783, le retrait des Anglais laisse leurs alliés indiens prisonniers d'un traité qu'ils subissent sans avoir droit au chapitre : le changement de souveraineté ne réduit aucunement la pression sur leurs terres, déclarées propriété publique et vendues par le nouvel État pour alimenter ses finances. Les multiples traités conclus avec les tribus dans les années 1780 sont à la fois un jeu de dupes et des chiffons de papier. Rien n'arrête l'expropriation des natifs, et c'est bien une « histoire des vaincus » que résume ici Colin Calloway, insistant sur l'intensité des violences subies.

Comme l'ont fait les Indiens, les esclaves en fuite ou entrés en révolte ont tenté de jouer sur la proximité des frontières et les concurrences inter-coloniales. On sait aussi l'importance du marronnage, et les conditions de sa tolérance relative, voire de son instrumentalisation politique. Wim Klooster s'attache à une autre figure de la révolte, avec l'analyse du thème socio-politique du « décret caché », en montrant comment l'invocation d'un prétendu décret d'abolition de l'esclavage a été l'origine ou le prétexte de certaines révoltes : les maîtres ou les autorités locales auraient refusé d'appliquer une mesure de libération des esclaves émanant du roi ou des autorités de métropole. Cette figure socio-politique du « décret caché » repose sur un mélange de réminiscences millénaristes et de claire perception des opportunités offertes par les ébranlements politiques au sein du monde blanc. Curieusement, Wim Klooster ne mobilise pas la Grande Peur lorsqu'il évoque la problématique de la rumeur et de ses modalités de propagation. De même, le rapprochement avec la thématique de « l'économie morale de la foule » pourrait s'avérer heuristique, dans la mesure où les révoltés prétendent se substituer aux autorités défaillantes pour « appliquer » la supposée volonté du roi : figure de légitimation bien connue, qui permet de dé-singulariser l'action des esclaves et de l'inscrire dans un répertoire de l'action collective populaire assez classique. Peut-être pourrait-on aussi insister plus sur la dialectique entre action locale et pouvoirs centraux, notamment à propos de l'abolition de l'an II aux Antilles : de nombreux travaux, malheureusement non cités



ici, ont montré dans quelles conditions les commissaires Sonthonax et Polverel ont dû anticiper le décret d'abolition de la Convention.

On retiendra enfin l'articulation originale entre le thème du décret caché et la mobilisation par les esclaves de modèles et de représentations politiques propres aux sociétés noires d'origine : c'est la figure du « roi du Congo », notamment, parfois invoquée par les marrons. Là encore, on pourrait faire le rapprochement avec le « général Ludd », figure mythique supposée avoir guidé les révoltes luddites anglaises des années 1810¹. Autrement dit, l'analyse de Wim Klooster invite à une réflexion plus large sur les formes de mobilisation politique des dominés et l'invention d'un chef ou d'un chef d'orchestre, clandestin par définition.

3. Nombre des contributions s'inscrivent dans une dimension globale qui permet de les placer sous les auspices du courant de « l'histoire atlantique ». De fait, l'une des forces de la contribution susmentionnée de Wim Klooster tient à son caractère comparatif et trans-impérial. « Nous sommes tous des Atlanticistes maintenant », plaisantait David Armitage, en ouverture d'un recueil publié en 2002². Cette tendance historiographique est le produit d'un double déplacement du regard. D'une part, sur un plan diachronique, s'est opérée une reconfiguration de l'histoire coloniale de l'Amérique britannique : les Treize colonies sont étudiées pour elles-mêmes et leur étude n'est plus considérée comme de simples prolégomènes à l'histoire états-unienne. D'autre part, on assiste à un décloisonnement, sur un plan synchronique, avec la remise en cause des cadres nationaux au profit d'une vision plus large, celle d'un monde atlantique envisagé comme une entité globale, terrain d'échanges et de circulations qui font son unité par-delà les compartimentages impériaux. Cette approche d'histoire connectée permet de dépasser les clivages plus ou moins artificiels hérités de la vieille querelle de la « révolution atlantique », en s'attachant à « expliquer les transformations, les expériences et les événements qui se déroulent à un endroit en fonction de conditions qui dérivent de sa situation dans un monde vaste, multiple et interconnecté »³. Ces remarques, du reste, s'appliquent tout autant au cas de

(1) Katrina NAVICKAS, « The search for “General Ludd” : the mythology of Luddism », *Social History*, n° 30/3, août 2005, p. 281-295.

(2) David ARMITAGE, Michael J. BRADDICK (éd.), *The British Atlantic World, 1500-1800*, Basingstoke, Palgrave, 2^e éd. 2009, p. 13.

(3) Alison GAMES, « Teaching Atlantic history », *Itinerario. European Journal of Overseas History*, n° 23-2, p. 163. Cf. également la mise au point de Silvia MARZAGALLI, « Sur les origines de l'Atlantic History, paradigme interprétatif de l'histoire des espaces atlantiques à l'époque moderne »,

la France qu'à celui de l'Angleterre, même s'il ne manque pas de travaux récents mais aussi anciens sur l'Atlantique des Français, et si l'on n'a pas attendu le zèle parfois naïf de certains nouveaux convertis pour décaler les chronologies et inscrire la Révolution française dans une perspective de longue durée, et notamment l'impact et les héritages de la guerre de Sept Ans.

Plusieurs contributions s'attachent à examiner les multiples médiations qui organisent les relations entre la France et l'Amérique du Nord. En rappelant que Boston a connu son « moment français », Mark Peterson souligne plusieurs éléments essentiels. Les Treize colonies sont rien moins qu'un ensemble homogène, même si l'historiographie nationale états-unienne (souvent teintée de nationalisme) tend souvent à, sinon escamoter, du moins minorer cette diversité. La singularité de Boston tient notamment, entre autres facteurs, à sa relation particulière avec la France. Mais celle-ci n'est pas figée, elle fluctue au gré des événements politiques et du contexte global : la ferveur pro-française des années 1780 et du début des années révolutionnaires rompt avec un long passé conflictuel⁴. Mark Peterson l'envisage à travers l'expérience de quelques figures de Bostoniens qui ont voyagé en France et ont été fortement marqués par leur séjour. Samuel Breck et John Thayer offrent deux parcours singuliers de conversions, à la fois française et religieuse. Si le premier finit par rejoindre, au retour, l'Église anglicane, le second se montre un catholique plus intransigeant : comme le note avec humour Mark Peterson, « à Boston, même les catholiques sont puritains ». Le cas de Thomas Perkins nous éclaire sur le monde des marchands au long cours impliqués dans les échanges avec Saint-Domingue. La profonde interconnexion des flux commerciaux, par-delà l'exclusif et ses prétentions à l'étanchéité des empires, souligne bien l'unité de ce monde atlantique (qui n'exclut certes pas des liens avec le Pacifique et l'Asie). La contrebande est ici élevée au rang d'un art commercial savant, habile à contourner les barrières douanières et autres prohibitions devenant plus ou moins vaines. Tout ceci est bien connu, mais il est intéressant de saisir les combinatoires diverses des

Dix-huitième siècle, n° 33, 2001, p. 17-32 ; Alison GAMES, « Atlantic History : definitions, challenges and opportunities », *American historical review*, n° 111-3, juin 2006, p. 741-757 ; et Cécile VIDAL, « La nouvelle histoire atlantique : nouvelles perspectives sur les relations entre l'Europe, l'Afrique et les Amériques du xv^e au xix^e siècle », *Revue internationale des livres et des idées*, n° 4, mars-avril 2008, p. 23-28.

(4) Cf. Simon P. NEWMAN, « La célébration de la victoire française de Valmy à Boston en janvier 1793 », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, n° 58-1, janvier-mars 2011, sous presse.



intérêts économiques et des héritages et convictions politiques à travers des parcours biographiques singuliers reconstitués au plus près.

Sous un long intitulé qui rend mal compte du contenu (certes disparate) de sa contribution, Allan Potofsky rassemble les apports de divers travaux récents menés en France ou aux États-Unis, dans le sillage plus ou moins déclaré de l'histoire atlantique, pour analyser les images et représentations du Nouveau Monde qui prédominent parmi les élites éclairées et les cercles gouvernementaux français. Au-delà du regard anthropologique, c'est sous l'angle de la réforme que les Treize colonies intéressent les cercles éclairés. Les thèses des encyclopédistes, de Raynal, les contributions de Dèmeunier, la traduction-trahison de Jefferson par Morellet, etc., forment autant d'éléments pour évaluer cette perception française de l'Amérique du Nord. Il est clair que les auteurs français projettent dans ce regard leurs propres préoccupations du moment. Mais faut-il réduire l'économie politique libérale à la seule physiocratie ? Il est difficile de classer Turgot sans plus de précaution parmi les physiocrates ; on ne saurait faire de Butel-Dumont un disciple de Quesnay, lui qui appartenait au contraire au cercle de Vincent de Gournay : depuis les travaux de Simone Meyssonnier, on sait le rôle majeur joué par cette école partisane d'un libéralisme (que Meyssonnier qualifie d'« égalitaire » pour signifier son refus de la simple accumulation capitaliste) qui ne doit rien à la physiocratie. Du reste, Paul Cheney, sur lequel s'appuie Allan Potofsky, ne commet pas cette confusion⁵. On peut également douter que la signature du traité Eden-Rayneval de 1786 ait été dictée à Vergennes par le souci de promouvoir l'agriculture française, quand les travaux récents soulignent la primauté de la préoccupation industrialiste : l'abaissement des droits de douane vise à donner un coup de fouet aux manufactures françaises en les exposant plus fortement à la concurrence anglaise.

Parmi les regards sur la jeune république, celui des consuls installés à partir de 1778 a joué un rôle essentiel, comme l'ont montré Stéphane Bégau, Marc Belissa et Joseph Visser⁶. Sans doute faudrait-il approfondir l'analyse de l'impact supposé du traité de 1778. De même, à côté de la question des dettes de guerre et de la question financière, on ne saurait sous-

(5) Simone MEYSSONNIER, *La balance et l'horloge. La genèse de la pensée libérale en France au XVIII^e siècle*, Montreuil, Éditions de la Passion, 1989 ; Paul CHENEY, *Revolutionary Commerce. Globalization and the French Monarchy*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2010, p. 103-110.

(6) Stéphane BÉGAUD, Marc BELISSA et Joseph VISSER, *Aux origines d'une alliance improbable. Le réseau consulaire français aux États-Unis (1776-1815)*, Paris/Bruxelles, P.I.E.-Peter Lang, 2005.

estimer l'engouement durable des Américains pour le *Made in England*, qui tient à la fois aux habitudes de consommation et à la force de réseaux commerciaux solidement installés (les exportations britanniques vers les États-Unis sont décuplées après l'indépendance, contre toute attente).

L'objectif ambitieux de restituer les perceptions contrastées des jeunes États-Unis dans différentes sphères d'opinion françaises exigerait une analyse plus systématique prenant en charge leurs modalités de réception et d'appropriation socialement déterminées. Que pèse l'adhésion à un supposé « républicanisme commercial » (dont il faudrait définir plus précisément les contours) face aux désillusions économiques ?

4. Un dernier ensemble de contributions touche aux luttes politiques internes à la république. Reprenant la matière de son livre, Rachel Hope Cleves⁷ montre à quel point la presse états-unienne est saturée d'images sanglantes décrivant « les crimes de la Révolution française », selon les termes de John Adams. Les Fédéralistes agitent l'idée d'une menace d'outre-Atlantique pour mieux disqualifier le supposé « jacobinisme » de leurs adversaires. Examinant pour sa part la situation politique autour des années 1800, Marc Belissa montre lui aussi comment la peur de la Révolution française sert à justifier la législation répressive de 1798.

La dénonciation du « règne de la Terreur » mobilise une avalanche de textes et d'images décrivant avec force détails sanglants ou macabres la torture, la brutalité sanguinaire témoignant d'une dégénérescence des Français. La politique anti-religieuse de la Révolution française est donnée comme une preuve de dépravation, de dé-moralisation. Les descriptions terrifiantes d'un cannibalisme quasi-démoniaque visent à montrer que les Français sont entrés dans un véritable processus de dé-civilisation. Au-delà du constat, il faudrait sans doute pouvoir faire l'archéologie de ces représentations : que doivent-elles à l'imagerie calviniste, ou aux représentations de la barbarie présentes par exemple au sein des Lumières écossaises ? Mais le souci de l'auteure est ici de montrer comment ces images très négatives de la Révolution française servent en fait, de façon assez surprenante au premier abord, à délégitimer les planteurs du Sud. Les Fédéralistes ont en effet en ligne de mire un Sud supposé « jacobin », et prétendent que la possession d'esclaves a « ensauvagé » les planteurs, les a accoutumés à recourir à la violence. La dénonciation du « règne de la Terreur » fonde alors un discours anti-esclavagiste ! Non pas que

(7) Rachel Hope CLEVES, *The Reign of Terror in America. Visions of Violence from Anti-Jacobinism to Antislavery*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.



les conservateurs du Nord-Est inclinent à un humanitarisme éclairé : si l'esclavage est condamné, c'est plutôt parce qu'il représente une source potentielle de désordre, et donc un danger pour la liberté, au sens où il pourrait donner lieu à des troubles, et entraîner une situation d'anarchie, un véritable effondrement civique. Sous la plume des conservateurs fédéralistes et calvinistes, le discours anti-esclavagiste emprunte donc les tropes de l'anti-jacobinisme. On peut noter qu'à aucun moment, il n'est question de prendre en compte un autre déchaînement de violences : celles qui sont infligées alors aux Indiens, et qu'évoque l'article de Colin Calloway.

Resterait tout de même à évaluer l'impact de telles représentations : dans quelle mesure ces images *gore* sont-elles prises au sérieux ? La question ne se pose pas seulement pour les récepteurs du message, mais aussi pour les émetteurs. En mai 1968, les étudiants qui scandaient « CRS = SS », s'ils étaient conscients de la portée disqualifiante de l'épithète, ne croyaient pas que les policiers fussent *vraiment* des SS...

Le discours que tient Thomas Paine, lui, découle de ses convictions profondes. Parmi ses derniers écrits, Marc Belissa a retenu les textes consacrés aux problèmes du républicanisme dans les années 1800, publiés par voie de presse pour la plupart. Il s'agit alors de tirer les leçons de la « révolution de 1800 », avec la défaite des Fédéralistes et l'élection de Jefferson. Les Républicains doivent affronter les figures de l'anti-jacobinisme et l'instrumentalisation de la supposée « menace » française agitée par leurs adversaires, auxquels Paine oppose « l'étincelle de l'autel de 1776 ». On rencontre ici les mêmes limites que dans l'article de Rachel Cleves, s'agissant d'analyser des discours dont on aimerait pouvoir mesurer l'efficace. Surtout, il me semble que les propositions de Thomas Paine pour la révision de la constitution de Pennsylvanie, et son invocation du *Common Sense* pourraient être mis en parallèle avec les usages du « discours-en-nation » tel que l'a défini Steven Englund à l'occasion de son analyse du thème de la nation en France : l'idée d'un peuple qui devrait être en permanence « constituant », que développe Paine, emprunte à la rhétorique du *nation-talk*, cet argumentaire politique invoquant la nation comme principe de légitimité politique opposable au pouvoir en place, afin de le contester⁸.

(8) Steven ENGLUND, « "N'est national qui veut" : du bon usage de la « nation » par les historiens (à propos de David Bell, *The Cult of the Nation in France. Inventing Nationalism, 1680-1800*) », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, n° 53-3, avril-juin 2006, p. 165-181 (en particulier p. 169). Voir également Steven ENGLUND, « Note critique. De l'usage de la Nation par les historiens, et réciproquement », et « L'histoire des âges récents. *Les France* de P. Nora », *Politix. Travaux de science politique*, n° 26, deuxième trimestre 1994, p. 141-158, et p. 159-168.

5. Au total, on perçoit tout le potentiel d'une relecture de « l'Amérique du Nord à l'époque de la Révolution française » sous les auspices de l'histoire atlantique, pour autant que les méthodologies de l'histoire comparée, croisée ou connectée puissent être prises à bras le corps.

De même, on mesure à quel point l'histoire des idées politiques s'enrichirait en intégrant les apports des analyses en termes d'horizon de réception, contribuant ainsi à une histoire sociale du politique capable de restituer l'espace des positions et la logique des prises de position.

Philippe MINARD
IDHE, UMR 8533, Université Paris 8/CNRS, et CRH-EHESS
Université Paris 8
Département d'histoire
2 rue de la liberté
93526, Saint-Denis cedex
philippe.minard@ens.fr